

## Séance plénière : Dans un contexte géopolitique incertain, où va le monde ?

Participaient à cet échange entre Nicolas SARKOSY, Président de la République de 2007 à 2012, et les entrepreneurs du CMOEX 40 du MEDEF :

- Paola FABIANI, présidente du COMEX 40, présidente et créatrice du centre de contact WISECOM, auteur de l'ouvrage « Le Savoir n'est plus le pouvoir »
- Meriem RIADI, chief digital officer chez SUEZ, experte de la transformation numérique
- Pauline DUVAL, vice-présidente du COMEX 40, directrice générale du Groupe DUVAL
- Cédric MESSINA, vice-président du COMEX 40, fondateur de la société My Coach Sport

Animateur : Christian MAKARIAN, directeur de la rédaction délégué à L'Express, éditorialiste.

Paola FABIANI souhaite connaître le point de vue de Nicolas SARKOSY sur le récent G7 et la remise en cause de la démocratie, notamment en Europe de l'Est et en Amérique du Sud.

Nicolas SARKOSY rappelle que la population mondiale englobe 7,5 milliards d'habitants, dont 4 milliards en Asie et moins d'un milliard en Occident. Or les institutions internationales restent celles du 20<sup>e</sup> siècle. Ni l'Inde ni aucun pays africain et arabe ne font partie des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La démocratie donne par le vote le pouvoir de faire, sur la base d'une organisation verticale. Or chacun a le pouvoir de défaire et s'opposer tandis que plus personne n'a celui de faire. Il faut refonder fortement la démocratie.

Meriem RIADI s'enquiert du rôle de l'Europe dans un contexte de « guerre froide économique » entre les Etats-Unis et la Chine, mais aussi des priorités du nouvel exécutif européen.

Nicolas SARKOSY affirme qu'il est vain d'engager un bras de fer avec la Chine, pays de 1,4 milliard d'habitants, et qu'il ne faut pas humilier cette civilisation multiséculaire qu'est l'Iran. Il est particulièrement préoccupant, voire insensé, que Donald Trump, président de la première puissance militaire, monétaire et économique mondiale, puisse considérer que le reste du monde ne l'intéresse pas. Le président Georges Bush fils avait commis certaines erreurs, mais il est le dernier président des Etats-Unis à avoir été porteur d'une vision et de valeurs universelles. Pour des raisons différentes. Donald Trump se situe plutôt dans la lignée de Barack OBAMA, qui a exprimé la volonté de ramener les soldats américains dans leur pays.

Le refus américain du leadership est un changement majeur, qui donne des opportunités formidables à l'Europe et à la France pour faire entendre un discours de raison, au service du dialogue international. Malgré certains désaccords avec la Russie, Emmanuel MACRON a eu raison de lancer une invitation à Vladimir POUTINE, président d'un pays qui possède 3 000 kilomètres de frontières communes avec la Chine.

Il est regrettable que l'Europe puisse donner le spectacle du Brexit, même si le déclin de l'idée européenne ne se limite pas à la Grande-Bretagne. Lors du référendum de 2005, le « non » l'avait emporté à 55 %. Les institutions conçues pour six, neuf puis treize pays ne peuvent plus fonctionner. L'Europe n'existe plus au singulier, mais au pluriel. Il faut donc réinventer l'idéal

européen, renforcer l'Europe de l'euro et revoir à la baisse l'intégration de l'Europe de l'Union. En outre, il doit être possible à un pays d'appartenir à l'Europe de Schengen ou à l'Europe de l'Union sans pour autant faire partie de l'Europe de l'euro. Il faut concevoir une nouvelle organisation internationale rassemblant la Russie, la Turquie et l'Union européenne autour de questions de sécurité et d'économie et repenser l'OTAN.

Meriem RIADI demande à Nicolas SARKOZY s'il serait favorable à la levée des sanctions contre la Russie.

Nicolas SARKOZY le confirme et plaide pour la mise en œuvre d'un nouveau traité tenant compte des changements très importants survenus en Europe. L'enjeu est de définir de nouvelles compétences et de nouvelles institutions européennes afin de construire l'Europe de demain avec la Grande-Bretagne.

Pauline DUVAL demande quelles sont les actions prioritaires visant à assurer une croissance responsable.

Nicolas SARKOZY répond que les entrepreneurs doivent participer davantage aux grands débats de la société, sans complexe et sans arrogance.

Un intervenant demande s'il est envisageable que de grands groupes internationaux comme Google soient représentés dans les instances internationales et invités aux réunions du G7 ou du G8.

Nicolas SARKOZY rappelle qu'il avait convié les GAFA aux discussions du forum participatif e-G8. En revanche, ils n'ont pas à participer aux organismes internationaux. Il souligne également qu'il ne croit pas au concept d'entreprise-monde. Quand la crise a soufflé, chacune d'elles a retrouvé son adresse. Toute entreprise, aussi importante soit-elle, a des racines, un siège et une nationalité. Enfin, il n'est pas possible de défendre l'idée du libéralisme de la même manière qu'il y a quarante ans, lorsque les banques étaient publiques et les changes étaient contrôlés. A cette époque, le monde manquait de liberté. Aujourd'hui, il manque de régulation. Le marché mondial s'est mis en place avant la création d'une réglementation mondiale. Le fait pour une entreprise de générer du chiffre d'affaires dans une économie implique d'acquitter des impôts dans cette économie.

Cédric MESSINA rappelle que la population mondiale devrait comprendre 11 milliards d'êtres humains à la fin du 21<sup>e</sup> siècle. Elle demande quelles sont les priorités vis-à-vis de ce défi gigantesque.

Nicolas SARKOSY rappelle que la planète comptait 2,5 milliards d'habitants en 1955. Depuis lors, la population mondiale a été multipliée par trois. Dans trente ans, elle comprendra 9 milliards d'êtres humains. La population du Nigéria sera supérieure à celle des Etats-Unis. La population africaine va évoluer de 1,2 milliard à 2,5 milliards d'habitants. La crise migratoire n'a pas véritablement commencé. Elle est à venir. Le plus grand choc mondial est l'explosion de la démographie mondiale, qui est d'ailleurs la première source de pollution. Il est urgent de poser les bases d'une organisation internationale assurant le suivi de la population mondiale et, pour l'Union européenne et l'Afrique, de mettre en œuvre un plan d'infrastructures de grande ampleur permettant d'accroître le niveau de vie sur ce continent, puisqu'il semble exister une corrélation entre le niveau de développement et l'explosion de la démographie.